

COMMUNE DE BANOS

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 NOVEMBRE 2016

Nombre de conseillers :

En exercices : 11

Présents : 9

Votants : 9

Date de la convocation : 4 novembre 2016

Date d'affichage : 4 novembre 2016

Présents : M. LAPORTE Jean-Louis, M. JUNCA Pierre, M. LAVIGNE Patrick, Mme CAZAUBON Isabelle, M. DAUGERT Thierry, Mme DUCASSE Nelly, M. LALANNE Romain, M. LAPORTE Aurélien, Mme SAGE André

Excusés : M. BRETHES Sébastien, Mme PETIT Malory.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Mme CAZAUBON Isabelle a été élue secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR :

- Délibération passation d'un contrat d'assurance (CNP)
- Délibération convention d'adhésion au service d'instruction des demandes d'occupation des sols de l'ADACL
- Délibération portant avis sur le Programme Local de l'Habitat de la communauté de communes du Cap de Gascogne
- Délibération portant amélioration des pratiques de désherbage dans le cadre de l'entretien des espaces publics
- Délibération portant acquisition d'un terrain
- Divers

Le Procès-Verbal du dernier conseil municipal est adopté à l'unanimité des présents.

DÉLIBÉRATION 2016 11 01

PASSATION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE

(Marché à procédure adaptée pour montant égal ou supérieur à 25000€ et inférieur à 209 000€)

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le contrat d'assurance couvrant les risques statutaires du personnel arrive prochainement à échéance, il convient de prévoir les modalités d'un nouveau contrat, ce type de contrat est soumis aux dispositions du décret 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant code des marchés publics, réglementation qui impose une mise en concurrence.

Considérant le montant prévisionnel du contrat qui s'élevait les années antérieures à 2364 euros par an

Considérant la procédure d'appel à concurrence mise en œuvre en application de l'article 28 du code des marchés publics,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir la proposition ci-annexée de la **CNP assurances** et de l'autoriser de conclure avec cette Société à compter du **1/01/2017 jusqu'au 31/12/2017** un contrat pour la couverture des risques statutaires du personnel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

DE RETENIR la proposition de la Société **CNP assurances**,

DE CONCLURE avec cette Société, pour une durée allant du **1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017**, un contrat au taux de :

- **6,80%** pour les agents affiliés à la **C.N.R.A.CL.**
- **1,65%** pour les agents affiliés à l'**I.R.C.A.N.T.E.C.**

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ce contrat et tous les documents s'y rapportant.

DÉLIBÉRATION 2016 11 02

DELIBERATION POUR L'ADHESION AU SERVICE APPLICATION DU DROIT DES SOLS DE L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX COLLECTIVITES LOCALES

Vu l'article 134 de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) en date du 24 mars 2014 ;

Vu l'article L.422-1 du Code de l'Urbanisme définissant le Maire comme l'autorité compétente pour délivrer les actes ;

Vu l'article L.422-8 du Code de l'Urbanisme supprimant la mise à disposition gratuite des services d'instruction de l'Etat pour toutes communes compétentes appartenant à des EPCI de 10 000 habitants et plus ;

Vu les articles R.423-15 et R.410.5 du Code de l'Urbanisme autorisant la commune à confier par convention l'instruction de tout ou partie des dossiers à une liste fermée de prestataires ;

Vu les statuts de l'Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales ;

Vu la carte communale de compétence « Etat » qui au 01/01/2017 sera de compétence communale en application de la loi ALUR.

Monsieur le Maire expose,

Face au retrait de la DDTM en matière d'instruction des autorisations des droits des sols depuis le 1^{er} juillet 2015, l'Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales a créé un service Application du Droit des Sols (ADS).

Ce service instruit depuis le 1^{er} juillet 2015 les permis de construire, les permis de démolir, les permis d'aménager, les certificats d'urbanisme d'information (CUa), les certificats d'urbanisme opérationnel (CUb) et les déclarations préalables.

Le coût du service Application du Droit des Sols sera couvert par les communes adhérentes. Le financement sera basé pour moitié sur un critère de population et l'autre moitié en fonction du nombre d'actes pondérés instruits durant l'année n-1, conformément à la décision de l'Assemblée Générale de l'ADACL.

Annuellement, dans le cadre de l'élaboration de son budget, l'ADACL informera les communes du coût

du service et adaptera le barème en conséquence.

L'adhésion de la commune à ce service ADS de l'ADACL ne modifie en rien les compétences et obligations du Maire en matière d'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'accueil de ses administrés, la réception des demandes des pétitionnaires et la délivrance des actes, qui restent de son seul ressort.

Une convention entre la commune et l'ADACL pour l'instruction des demandes d'Autorisations d'Occupation des Sols, ci-jointe, précise le champ d'application, les modalités de fonctionnement et de financement, les obligations et responsabilités de chaque partie ainsi que les modalités d'intervention en cas de recours gracieux ou contentieux.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir débattu, **le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

DECIDE

D'approuver la convention entre la commune de BANOS et l'ADACL pour l'instruction des demandes d'Autorisation d'Occupation des Sols à partir du 01/01/2017 et pour une durée de 3 ans

D'autoriser Monsieur Le Maire à signer ladite convention,

D'autoriser Monsieur Le Maire à engager les dépenses afférentes,

DÉLIBÉRATION 2016 11 03

DELIBERATION PORTANT AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROGRAMME LOCAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CAP DE GASCOGNE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 13 avril 2015 engageant la procédure d'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat à l'échelle du territoire communautaire pour la période 2017-2022 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 septembre 2016 arrêtant le projet du Programme Local de l'Habitat 2017-2022 ;
Vu le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L.302-1 et suivants et R.302-1 et suivants ;

CONSIDERANT que la communauté de communes de Cap de Gascogne souhaite se doter d'un Programme Local de l'Habitat ;

CONSIDERANT la nécessité de communiquer les conclusions aux communes qui disposent d'un délai de deux mois, à compter de la réception du document, pour délibérer sur les propositions de Programme Local de l'Habitat. Les délibérations des 15 communes permettront au conseil communautaire de délibérer sur la validation du Programme Local de l'Habitat pour transmission au Préfet qui saisira le Conseil Régional de l'Habitat et de l'Hébergement ;

CONSIDERANT la réception du dossier Programme Local de l'Habitat de la communauté de communes de Cap de Gascogne le 28 septembre 2016 ;

Les objectifs ainsi définis dans le Programme Local de l'Habitat correspondent à ceux que poursuivent la commune Banos il est donc proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable sur le PLH.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité

DONNE UN AVIS FAVORABLE sur le projet de Programme Local de l'Habitat arrêté le 27 septembre 2016 par le Conseil Communautaire du Cap de Gascogne.

DÉLIBÉRATION 2016 11 04

PORTANT AMÉLIORATION DES PRATIQUES DE DÉSHERBAGE DANS LE CADRE DE L'ENTRETIEN DES ESPACES PUBLICS COMMUNAUX

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal de la mise en œuvre d'un programme départemental par l'association des Maires et le Département des Landes visant l'amélioration des pratiques de désherbage des collectivités landaises. Cette démarche intervient en complément d'actions menées avec les acteurs du monde agricole et a pour objectif de préserver la qualité des eaux et des milieux aquatiques.

Ce programme se décompose en différentes actions dont la formation des agents applicateurs, la conception et la diffusion d'outils techniques, ainsi que la mise en place d'un dispositif financier pour l'acquisition de matériels spécifiques (complémentaire aux interventions financières de l'agence de l'eau).

Par ailleurs, l'agence de l'eau Adour-Garonne a récemment adopté un dispositif d'accompagnement s'adressant spécifiquement aux collectivités souhaitant mettre en place des mesures visant l'arrêt de l'utilisation de pesticides.

Ainsi Monsieur Le Maire propose que la Commune s'engage dans la démarche d'amélioration de ses pratiques en mettant en place les actions suivantes :

- L'élaboration et mise en œuvre d'un plan communal de désherbage,
- La formation des agents communaux applicateurs de produits phytosanitaires et chargés de l'entretien des espaces publics communaux,
- L'acquisition d'appareils de désherbage thermique ou à vapeur.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir débattu, **le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

DECIDE

D'autoriser Monsieur Le Maire à signer la charte de désherbage des espaces communaux avec le Département, l'Association des Maires et l'agence Adour-Garonne,

De solliciter auprès du Département et de l'agence de l'eau Adour-Garonne les subventions pour l'acquisition du matériel nécessaire à l'amélioration des pratiques de désherbage conformément aux conditions d'attribution prévues respectivement dans le règlement départemental d'aide pour l'amélioration des pratiques de désherbage des collectivités et le 10^{ème} programme de l'agence de l'eau.

DÉLIBÉRATION 2016 11 05

DELIBERATION POUR L'ACQUISITION D'UN TERRAIN

M. le maire expose au conseil les désagréments causés par l'absence d'entretien de la haie mitoyenne de la mairie, sur les parcelles 176, 177, et 471 appartenant à l'indivision VIGNARDOU.

Les Consorts VIGNARDOU seraient favorables à la cession gracieuse d'un terrain à délimiter sur la parcelle N° 471 au droit du bâtiment salle des fêtes sous réserve que la commune prenne à sa charge les travaux d'élagage de la haie mitoyenne.

Le Conseil,

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), qui permet aux

communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur. Le Maire,

DECIDE

D'autoriser Monsieur Le Maire à faire toutes les diligences nécessaires pour bâtir le projet d'acquisition de ce terrain.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Divers :

- Travaux

L'abattage de certains platanes sur la commune a été évoqué les membres du Conseil Municipal se rendront sur place pour prendre une décision.

- Traitement des déchets

Un courrier va être envoyé aux habitants pour leur proposer des composteurs fournis par le Sietom.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.

Les membres

Le Maire

.